

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 316 – VENDREDI 10 MARS 2017

## PÂQUERETTE POUTINIENNE

“Punir les hommes qui battent leur femme,  
dit la ministre russe de la famille,  
C'est mettre la famille en danger”

## AGENDA MILITANT

→ 14 mars

Angers [Se réappropriar la démocratie](#)  
Lille [De quoi Total est-elle la somme ?](#)

→ 15 mars

Rouen [Le canari m'a dit](#)

→ 15-19 mars

Amiens [Inventons la démocratie -  
Notre parole est légitime](#)

→ 18 mars

Paris [Marche pour la 6<sup>e</sup> République](#)

→ 19 mars

Paris [Marche pour la justice et la dignité](#)

→ 20 mars

Gennevilliers [L'identité, un champ de mines](#)

→ 23 mars

Clermont-Ferrand [Féminisme et révolution](#)  
Paris [Terrorisme et désordre mondial](#)

→ 25 mars

Saint-Denis [Rencontres de la Plaine](#)

→ 28 mars

Coulaines [Déconstruire  
la peur et faire commun](#)

→ 30 mars

Cahors [Chez nous](#)

## Macron : piège à cons

Ce titre dépasse ma pensée (c'est dire le niveau de celle-ci, rétorqueront certain-es !). Loin de moi l'idée de traiter de cons celles et ceux qui se prononcent pour Macron. J'en connais, de toutes tendances politiques, que je continuerai d'écouter car leur raisonnement m'intéresse dans bien des domaines. Je comprends le désarroi que cela exprime, mais je veux ainsi dire avec force qu'on est loin du pari de l'intelligence collective !

Mon milieu social est populaire. Je vis dans une ville populaire. C'est à partir de cette expérience de vie et de mes pratiques politiques que j'ai la conviction que toute attitude politique qui fait l'impasse de la conflictualité, du débat projet contre projet au profit de la tactique est voué à l'échec. Nous devons faire le pari de l'intelligence du peuple. C'est une des raisons de mon soutien à Melenchon. Au moins, il essaye !

Les propos de Christiane Taubira : « *Est-ce que nous prenons la responsabilité de voir la situation sociale, économique et budgétaire se détériorer et des personnes en prendre plein la figure pendant cinq ans ?* » n'ont d'intérêt que sur la base de la volonté de ne pas refaire la politique de ce quinquennat qui nous a conduit dans la situation actuelle : une extrême-droite en pleine forme, une gauche en lambeau ! La digue Macron n'aurait-elle pas pour conséquence de faire monter encore plus le fascisme ?

« *À travers Macron, l'élection présidentielle est l'occasion pour la technocratie de Bercy de faire passer ses réformes miracles comme la baisse des retraites et des prestations chômage, comme la réduction de l'autonomie des collectivités locales, comme les organismes paritaires. Macron est le porte-parole rêvé de cette technocratie étroitement liée aux milieux financiers qui rêve de voir appliquer ces idées rétrogrades sous des apparences civilisées.* » (Les économistes atterrés)

Disons aux gens les risques, faisons leur part de nos peurs mais aussi de nos espoirs, donnons leur les moyens de réfléchir et d'agir sur les possibles. Redéveloppons une conscience de classe qui unit celles et ceux qui ont peur du déclassement (les couches moyennes) et celles et ceux qui sont humiliés dans les villes et les campagnes. Ne réglons pas le deuxième tour avant le premier au risque de reproduire une forme d'impuissance politique, y compris aux législatives !



● **Patrice Leclerc**  
Maire de Gennevilliers

# Face au nouvel arriviste et à Madame Frexit, la gauche d'alternative avec Mélenchon

**Dans un paysage politique chaotique, marqué autant par de multiples péripéties que par le manque de débats de fond, quelle boussole pour ceux qui veulent s'émanciper des politiques néolibérales ?**

**D'**abord, souvenons-nous qu'aucune élection présidentielle n'est un long fleuve tranquille. Chaque scrutin cristallise des rapports de force socio-politiques, les accentuent. 2002 : l'échec de la gauche plurielle, Le Pen au second tour et la victoire de Chirac. 2007 : la marginalisation de la gauche d'alternative, le "désir d'avenir" de Ségolène Royal battu par le "travailler plus pour gagner plus" de Sarkozy. 2012 : l'anti-sarkozisme, qui permet à François Hollande de l'emporter en ayant hypocritement prétendu faire la guerre à la finance. Cependant, même si la présidentielle est la seule élection qui continue d'avoir un taux de participation massif (83,7 % en 2007, 79,5 % en 2012), le rapport des citoyens à la politique et aux institutions change.

La crise de la représentation, amplifiée au fil des ans, est devenue un phénomène structurel. Le poids électoral de l'extrême-droite et l'influence des logiques sécuritaires et répressives, instrumentalisés par la gauche et par la droite gouvernementales, aussi. La distorsion entre le projet historique de la gauche institutionnelle et son exercice du pouvoir, qui a depuis les années 80 tourné

le dos à l'égalité, a ruiné sa légitimité et défait son influence dans la société. Partis politiques transformés en écuries communicantes au service de telle ou telle ambition personnelle, élus déconsidérés, syndicats affaiblis, affaiblissement de l'intervention publique... tout le système démocratique semble se déliter peu à peu, tandis que les formes de démocratie participative restent exsangues et les expériences autogestionnaires à la marge. Ayons en tête ces phénomènes de fond et l'imprévisibilité de la période pour scruter l'actualité politique immédiate.

## **Le temps des incertitudes**

En 2017, rien ne se passe comme prévu. Après l'élimination de Juppé, l'affaiblissement de Fillon - en dépit de la mobilisation de son socle électoral -, avec un feuilleton qui promet encore bien des épisodes. La percée d'Emmanuel Macron, l'abandon de Bayrou et son ralliement à

l'ancien ministre de l'Économie, de l'Industrie (sic) et du Numérique de François Hollande (jusqu'au 30 août dernier !). L'élimination d'Hollande puis celle de Valls, la désignation de Hamon lors des primaires du Parti socialiste. EELV qui désigne son candidat lors de la primaire écologiste, sur un projet d'auto-affirmation électorale, puis qui s'efface derrière des négociations législatives. Le PCF tiraillé entre le vote de justesse de ses adhérents en faveur de la candidature Mélenchon et "l'aspiration unitaire" de sa direction. Ainsi, le scrutin se rapproche, mais l'issue est hautement incertaine, pour le moins pire peut-être et pour le meilleur (il n'est pas interdit d'espérer). Reste à envisager ce que peuvent promouvoir, dans ce contexte explosif, les partisans de l'émancipation.

**La gauche d'alternative n'a pas intérêt à servir de caution pour limiter la casse et préparer le prochain congrès du Parti socialiste. Cependant, il importe de laisser ouverte la porte d'une recomposition d'ensemble.**

Commençons peut-être pas ne pas se laisser embarquer par les appels, parfois sincères parfois manipulateurs, à l'unité, lorsqu'ils consistent à proposer le ralliement de Mélenchon à la candidature Benoît Hamon (et jamais l'inverse). Si elle veut exister demain, la gauche d'alternative n'a franche-

ment pas intérêt à servir de caution pour limiter la casse et préparer , ●●●

## Marine Le Pen : une défaite probable... mais pas certaine

Marine Le Pen peut boire du petit lait en écoutant les grands médias. Du climat sécuritaire relancé à la suite du viol présumé de Théo Luhaka, par un policier, aux affaires de la droite, des divisions dans tous les courants politiques à la crise de l'Union européenne... l'actualité travaille pour elle. Au-delà de la conjoncture, la gauche paie cash l'absence de travail de fond et de mobilisation sur l'avenir des quartiers populaires et du monde rural. Et la droite se fait rogner les ailes, nombre de citoyens préférant l'original des idées xénophobes à ses copies de moins en moins honteuses.

Cependant, contrairement à ce qu'affirment certaines tribunes apeurées, Marine Le Pen continue encore à se heurter à un plafond de verre. Et elle a maintenant plusieurs dossiers qui la plombent sérieusement. D'abord, des casseroles en pagaille. Pour quelqu'un qui revendique d'être hors système, dénonce le laxisme de la Justice et appelle à la tolérance zéro, il fait désordre d'être concernée par des affaires d'emplois fictifs, de détournement d'argent public et de fraude fiscale. Pour le moment, ses électeurs acquis ne

semblent pas en faire grand cas, mais pour des électeurs potentiels, on peut imaginer que cela donne : « *Tous les mêmes, et elle parmi les autres !* ». Ensuite, Marine Le Pen manque d'idées neuves et elle est contrainte d'osciller sans cesse entre normalisation (pour tenter d'élargir le cercle autour de sa candidature) et besoin de se singulariser sur le registre de l'extrême-droite (d'où sa tentative de réactiver ces jours-ci la pitoyable polémique de l'été dernier sur le burkini).

Avec le refus de l'Europe - elle estimait plaisant, en 2015, d'être surnommée Madame Frexit -, elle

tente d'incarner l'exaspération devant l'Union européenne telle qu'elle est. Cependant, elle n'est pas la seule candidate à afficher ce refus, et la crainte du repli et du chaos est forte. De plus, il n'est pas sûr que son soutien à Donald Trump, son admiration pour Vladimir Poutine ou sa compassion à l'égard de Bachar el Assad lui soient profitables pour gagner de nouveaux suffrages. Enfin, comme à chaque scrutin, le FN se heurte à l'énorme problème de la qualité douteuse et de l'isolement des candidats frontistes.

● G.A.

●●● le prochain congrès du Parti socialiste, dont elle a au contraire pour tâche historique de s'émanciper. On voit déjà gros comme une maison la tentative consistant à espérer se refaire une santé grâce à une cure d'opposition, au lieu d'affronter le vrai problème de la refondation d'une stratégie d'émancipation et d'un projet politique. Reste qu'il importe en revanche de laisser ouverte la porte d'une recomposition d'ensemble de la gauche, entre les forces de feu le Front de gauche, la France insoumise et les forces du PS qui voudront bien, peut-être, s'en détacher.

À l'heure où ces lignes sont écrites, on ne sait pas si une partie des éléphants du Parti socialiste - et pas seulement les plus à droite - vont seulement continuer à savonner la planche à Benoît Hamon ou s'ils vont massivement franchir le Rubicon : rejoindre Macron. N'a-t-on pas entendu Claude Bartolone expliquer cette semaine avoir des réserves importantes à l'égard de la campagne du candidat socialiste et craindre le vote FN... Dans tous les cas, Hamon est dans une situation difficile. Soit il réussit à garder les mastodontes du PS à ses côtés, et dans ce cas il embarque avec lui l'ensemble des contradictions du parti dont il est le candidat : sa crédibilité à gauche s'affaiblit. Soit les désaffections se multiplient et dans ce cas, même son ambition de récupérer le Parti socialiste après avoir échoué à être au second tour de la présidentielle n'aura pas de suites. Il peut aussi perdre à gauche, car Mélenchon est une alternative plus claire et plus nette, et perdre à droite, car Macron apparaît plus crédible pour gagner. ●●●

### ●●● Le vote Mélenchon : une orientation claire

Pour Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise, la partie s'est compliquée avec la victoire inattendue de Benoît Hamon à la primaire socialiste. Bien sûr, les électorats ne sont pas mécaniquement fusionnables, et les additions des scores des sondages sont à prendre avec des pincettes. Mais l'espace de "conquête électorale" est globalement le même, et il est occupé pour le moment à part à peu près égale par les deux candidats. Les relais et les moyens du PS mis au service de la candidature Hamon prennent *a minima* quelques points à Mélenchon. Cependant, la candidature de Mélenchon a le grand mérite de porter une vision alternative globale, à la fois non prisonnière des politiques néolibérales de l'Union européenne et ouvrant le champ à la réinvention d'une refondation de la citoyenneté, qu'on l'appelle révolution démocratique ou VI<sup>e</sup> République. Ce qui conduit certains à espérer une bonne surprise électorale.

Une autre part d'inconnue concerne la dynamique autour de la candidature de Mélenchon. Il en existe une aujourd'hui, essentiellement militante, plutôt large bien qu'inégale sur le territoire. En témoignent notamment une présence importante dans les meetings et réunions publiques, une présence forte sur le Net. Et il y a aussi la qualité de sa

candidature : l'intelligence des discours et des textes, l'effort pédagogique (qui rappelle la campagne de 2012), la profusion de thèmes abordés, la variété des supports et l'intérêt de nombreuses initiatives innovantes (qui dépassent 2012). De plus, contrairement à ce que craignaient des militants critiques vis-à-vis de formules problématiques employés par le candidat mi-2016, celui-ci tient à ce jour une orientation globalement correcte.

Mais il y a des "mais". Le premier, déjà évoqué, est que l'affaiblissement de l'impact de l'appel au "vote utile" n'est pas sa disparition (voter Hamon, ou plutôt désormais voter Macron, pour éviter un duel Fillon - Le Pen au second tour). C'est le nouveau chantage autour non pas de l'unité de "la gauche" (celui-ci a duré 15 jours), mais autour du barage à l'extrême droite. Le second "mais" est que la dynamique est brillamment "mélenchonienne" au lieu d'être mélenchonienne et pluraliste. On ne voit pas la diversité de

ceux qui soutiennent Mélenchon, tout est construit avec une très forte personnalisation. On comprend bien l'objectif : parler clair, maîtriser les contenus, contre le risque de messages brouillés par la confusion... leçon tirée de l'expérience du Front de gauche. Mais le bât blesse en termes d'élargissement des soutiens, de fédération de la diversité de ceux qui luttent, permettant notamment de dépasser la question qui plombe : "j'aime" ou "j'aime pas" Mélenchon ? Même les interventions du candidat ne portent pas, ou à la marge, l'idée que se rassemblent là des aspirations, des identités, des expériences, des positions d'une très grande diversité politique. On lit d'ailleurs ces jours-ci que le candidat appelle les drapeaux des organisations qui le soutiennent à se cacher derrière les citoyens le 18 mars, au lieu de dire à tous, citoyens et militants : bienvenue ! Reste qu'il vaut mieux, pour construire demain une gauche d'alternative, le faire sur un

socle riche et positif que sur le chaos d'une désagrégation généralisée.

**Il vaut mieux, pour construire une alternative durable, le faire sur un socle riche et positif que sur le chaos d'une désagrégation généralisée. La force politique dont nous manquons sera pluraliste, ouverte et non pyramidale ou elle n'existera pas.**

**Une alternative sociale, écologique et démocratique, donc !**

Tenir bon, d'abord sur le fond du projet. Il faut rompre avec les politiques libérales - néolibérales et social-libérales, qui se ressemblent de plus en plus -, proposer une autre logique économique, écologique et sociale, rompant avec les politiques de l'Union européenne et ses traités.

Cela veut dire notamment assumer la nécessité d'une crise positive de l'UE, pour la refonder à partir de nouvelles ●●●

●●● finalités, et par là même éviter son délitement, déjà engagé. Cela veut dire en finir avec les politiques de réduction des services et des dépenses publics, pour au contraire concevoir l'investissement public comme un puissant facteur de développement économique, social, écologique, éducatif, culturel. Pas simplement avec des politiques de grands travaux - utiles, ceux-là ! -, qui sont déjà d'énormes potentialités de créations d'emplois, mais aussi en considérant les politiques sociales et les dépenses de santé comme des investissements positifs pour la société. La transition énergétique et la sortie du nucléaire, l'investissement pour soutenir les quartiers popu-

lares et le monde rural aujourd'hui en déshérence, le redéploiement industriel ou encore le soutien renforcé à l'éducation et à la recherche sont les moteurs d'une telle alternative.

Face à la crise de légitimité des institutions et de la représentation politique, la révolution citoyenne. Nous sommes au bout d'un système institutionnel qui contredit de plus en plus les aspirations citoyennes, qui corsète l'innovation sociale au lieu, par exemple, de mettre les révolutions technologiques et informationnelles au service de l'humain. Une conception de la politique meurt, et une autre doit la supplanter, qui inclut

un nouveau rapport entre les élus et les citoyens, une citoyenneté beaucoup plus riche, relativisant la place des élections et déplaçant le curseur de la vie politique du côté de l'appropriation citoyenne. Là où le capitalisme apparaît désormais comme de plus en plus autoritaire, nous sommes les partisans d'une démocratie transformée.

### Une recomposition politique d'ampleur

Pour faire vivre ces fondamentaux, au-delà de la volonté de peser électoralement, nous manquons d'une force politique solide. Une force organisée mais non pyramidale, ouverte, assumant, contre la culture politique du parti-guide, hiérarchisé, professionnalisé, d'être un espace pluraliste. Une force promouvant l'expérimentation citoyenne, dépassant les rapports de domination, de soumission entre forces politiques, syndicats et associations.

Concrètement, au fil des ans, nous avons connu différentes recompositions d'échelle mineures au sein de la gauche d'alternative, parmi lesquels l'expérience du Front de gauche eut le plus d'impact. Mais aucun de ces espaces n'a réussi à élaborer et partager à une échelle de masse une vision commune. Les programmes et autres mesures d'urgence ont toujours fait office d'identité politique, masquant tout un pan essentiel de la construction d'une hégémonie culturelle : un projet qui promeuve des valeurs, des mots puissants, qui porte de l'espoir, projette une utopie au bon sens du mot, c'est-à-dire qui ébauche de nouveaux possibles. Vastes mais enthousiasmantes ambitions !

### Législatives : cauchemar en perspective

La focalisation sur le scrutin présidentiel obère souvent une réalité simple : le président élu au soir du 7 mai prochain aura besoin d'une majorité parlementaire pour gouverner. En 2012, François Hollande avait fait 28,6 % au premier tour et le PS (avec ses alliés) 39,8 % au premier tour des législatives. Sarkozy avait obtenu 27,1 % et la droite 34,6 %. Marine Le Pen avait obtenu 17,9 % et le FN 13,6 % à la législative. Mélenchon avait obtenu 11,1 % au premier tour de la présidentielle et le Front de gauche avait ensuite totalisé 6,9 %. Autrement dit, jusqu'à présent, sur la base de leur score élevé au premier tour de la présidentielle, les résultats des candidats présents au second tour étaient toujours amplifiés aux législatives.

Or, pour cette année, une situation très différente peut sortir des scrutins

des 11 et 18 juin. En effet, le résultat nécessaire pour figurer au second tour de la présidentielle sera bien moins élevé étant donné l'émiettement des voix à la présidentielle. Et la dispersion des suffrages est susceptible de se retrouver aux législatives. Un effondrement du Parti socialiste, qui était très haut en 2012, est probable, même si on n'en connaît évidemment pas l'ampleur. Même si des candidats pro-Macron sont élus ici et là, la droite a de fortes chances d'être souvent en ballottage favorable, puis de l'emporter, soit face aux candidats "de gauche", soit face à l'extrême-droite. Quels que soient les résultats de la France insoumise, du PCF et d'Ensemble !, une chambre très bleue est fort possible, mais, dans ce cas, son caractère composite et ses clivages pourraient poser bien des problèmes de majorité.

● G. A.

● Gilles Alfonsi





# Pas seulement 2017

Il y a aussi 2018 et c'est en Nouvelle-Calédonie. Au plus tard en novembre 2018 se tiendra la consultation sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Magnanime la République ? Comme toujours en Outremer !

Sur les listes électorales de cette consultation manquent encore les noms de milliers de Kanaks. Ainsi sur les 153 678 recensés par l'État en juillet 2016 moins de la moitié soit 65 467 sont Kanaks, quand, selon les indépendantistes, il en faudrait 25 282 de plus. Ils sont la différence entre les 90 749 personnes en âge de voter recensées par la Direction Générale de la Réglementation des Affaires Coutumières et les 65 467 identifiées par l'Institut de la Statistique des Études Économiques en Nouvelle-Calédonie.

Est-ce le dernier avatar d'une longue histoire des luttes indépendantistes ?

La seconde République avait libéré les esclaves en 1848 et indemnisé les maîtres mais elle n'a pas eu le temps de procéder à la colonisation de la Nouvelle-Calédonie en 1853, c'est l'empereur Napoléon III qui l'a conduite.

Enfin, la II<sup>e</sup> République avait commencé le travail puisque c'est sa corvette, l'Alcmène, chargée des repérages en vue de l'implantation d'un bagne, qui en 1850 est arraisonnée à Yenghebane dans le nord de la Grande Terre. Plusieurs officiers et hommes d'équipage sont tués. Le massacre fournit un prétexte à Napoléon III. Il donne alors instruction à plusieurs navires de guerre français de prendre possession de la Nouvelle-Calédonie (à condition que le Royaume-Uni alors en compétition avec la France ne l'ait pas déjà fait).

Les luttes d'indépendance commencent très tôt. Dès 1878, Ataï, personnalité de Komalé, mène l'insurrection. L'administration coloniale de la Troisième République, le fera tuer par un auxiliaire Kanak. D'autres insurrections suivront, dont celle de Noël en 1917, mais c'est à l'issue de la seconde guerre mondiale que s'enclenche jusqu'à aujourd'hui, le mouvement indépendantiste. Il prend sa place dans le mouvement qui traverse

toutes les colonies françaises. 1968 et les vingt années qui suivent voient la structuration du mouvement indépendantiste et la tendance à l'unification des organisations avec la naissance du FLNKS et sa mobilisation entre 1984 et 1988. Durant les trois décades suivantes, l'espérance d'indépendance mise à rude épreuve demeure néanmoins. La République châtie durement les revendications, le camp indépendantiste pleure ses morts, Jean-Marie Djibaou, Éloi Machoro sont assassinés, la spirale de la division s'installe.

Les indépendantistes semblent dépasser cette étape.

Le congrès du FLNKS tenu le week-end dernier semble resserrer les liens de ses quatre composantes. La motion adoptée qui porte sur l'indépendance prévoit de faire de Kanaky une « *nation juste et solidaire* ». Et le Front mobilise ses troupes sur la question du corps électoral de consultation, il affirme en sortie de congrès rechercher un accord politique sur l'inscription automatique des Kanaks tout en sensibilisant les citoyens à l'inscription volontaire. Le temps de la discorde mortifère est-il dépassé ? Un seul point de désaccord demeure : la non-participation

de la composante "Union Calédonienne" aux élections présidentielle et législatives.

Quelle part prendre ici pour que la domination prenne fin en Nouvelle-Calédonie. En ne s'accommodant pas d'un angélique souhait de démocratie mais en embrassant la part de combat démocratique qui nous revient. Et ces jours de campagne électorale sont propices. On peut aider les camarades candidats à la députation à tacler la loi Républicaine comme elle s'applique en Nouvelle-Calédonie. Par trop bienveillante aux menées démographiques opiniâtres pour intégrer au corps électoral le plus possible de "derniers arrivés". On peut, dans les assemblées électorales commencer tout de suite une VI<sup>e</sup> République respectueuse des peuples de la terre.



● Catherine Destom Bottin



## Deux propositions de lecture adressées à *Cerises* autour de la formation et des apprentissages, à l'école et dans le cadre de l'éducation populaire.

### Enracinement et tabou du militaire



*Le militaire. Une histoire française*

Claude Serfati

Éditions Amsterdam

21 février 2017

240 p., 17 €

Spécialiste des questions “défense, industrie d'armement, militarisation...”, Claude Serfati propose à point nommé un ouvrage à mettre entre toutes les mains. L'auteur lève les tabous. Il analyse l'enracinement ancien du militarisme en France. De plus, depuis la naissance de la V<sup>e</sup> République, il y a près de soixante ans, l'institution militaire joue un rôle sans équivalent dans aucune autre démocratie européenne. Du coup de force de 1958 à l'état d'urgence d'aujourd'hui, la V<sup>e</sup> République s'est articulée sur un activisme militaire débridé et elle encourage aujourd'hui un ordre sécuritaire menaçant. Les interventions des armées françaises se multiplient, destinées à défendre des intérêts économiques et géopolitiques, au plus grand bénéfice des marchands d'armes. Pourtant, à droite comme à gauche, les candidats à la Présidence de la République évacuent la question militaire. Les variantes de repli sur une prétentieuse “indépendance nationale” négligent les bouleversements d'un ordre mondial à la dérive. Aucun candidat ne propose un processus de décroissance militaire et de dénucléarisation des institutions, de la vie politique, de l'économie et des esprits. Ceci, tant au plan national qu'international. Le voyage critique et argumenté proposé par Claude Serfati est instructif. Il illustre combien il serait dommageable pour les changements souhaités de maintenir la question militaire et des industries d'armement hors du débat ouvert et démocratique.



● Louis Aminot  
28 février 2017

### Savoir, pouvoir, émancipation



*L'éducation populaire au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle*

Dir. Francis Lebon, Emmanuel de LESCURE

Éditions du Croquant - Parution : 03/12/2016

308 p., 20 € - Numérique 15 €

L'éducation populaire a pour ambition de former des jeunes et des citoyens éclairés, capables de faire vivre la démocratie et de transformer le monde. De nombreuses associations s'y sont consacrées depuis près de deux siècles.

Leur reconnaissance par l'État est apparue comme un progrès. Mais n'est-ce pas au détriment des vertus émancipatrices de l'éducation populaire ? Les associations n'ont-elles pas été « *instrumentalisées* » dans ce processus, au point que leur projet originel et global aurait « *disparu* » au profit d'actions segmentées et professionnalisées ?

Qu'en est-il aujourd'hui, dans un contexte de désengagement de l'État ? À partir de travaux récents de recherche en sciences sociales et de comptes rendus de pratiques militantes, les 17 chapitres de cet ouvrage invitent à approfondir l'examen et à mieux comprendre le renouveau de l'éducation populaire depuis les années 2000. Loin d'être devenue une ingénierie sociale dépolitisée, elle reste marquée par une tension constante entre engagement et professionnalisation, instrumentalisation et autonomie. Certes, tous ses projets ne sont pas politisés et contestataires, ils visent néanmoins une libération culturelle, politique ou sociale. De plus, les bénévoles, les volontaires et les salariés qui les mettent en œuvre considèrent que leur travail, soutenu par des valeurs, est davantage qu'un emploi ordinaire.

En examinant les rapports entre savoir, pouvoir et émancipation, cet ouvrage invite à penser autrement le peuple, les classes populaires et la politique, à travers une action éducative qui repose sur la culture et les loisirs.



## Quelque part en France

pendant que Poutine célébrait les femmes à la besogne dans leurs foyers... Et Trump ?

● **Démission.** Dans une tribune publiée par *Le Monde*, Patrick Braouezec annonce son soutien à Emmanuel Macron, pour éviter un duel entre Fillon et Le Pen au second tour de la présidentielle, et contre la possibilité de « 5 ans de politique rétrograde ». Éviter 5 ans de politique rétrograde avec Macron, il faut du culot pour l'écrire ! En supprimant 120 000 postes de fonctionnaires, dont 70 000 dans la Fonction publique territoriale ? En baissant les dépenses publiques de 60 milliards d'euros ? En baissant les charges des entreprises ? Le président Front de gauche de Plaine Commune (93) appelle à être « exigeant » et « vigilant », estimant qu'Emmanuel Macron serait « avec Benoît Hamon, le seul à prendre résolument la dimension des mutations du monde contemporain, et notamment celles du monde du travail ». Y'a qu'à voir les propositions de l'ancien ministre de l'Économie, qui entend « libérer le travail en privilégiant le contrat sur la loi », « accorder la primauté aux accords d'entreprise sur les accords de branche », « éliminer les contraintes statutaires qui restreignent l'accès aux postes d'encadrement supérieur dans la fonction publique », « économiser 2 milliards par an de dépenses des collectivités territoriales », « remplacer l'impôt sur les grandes fortunes par un Impôt sur la Fortune Immobilière, qui reposera uniquement sur les biens immobiliers », etc. Rejoindre le candidat du Medef, c'est ça prendre la « dimension des mutations du monde contemporain » ?

● **Incohérence.** L'engagement de Patrick Braouezec se poursuivra lors des élections législatives où, cette fois, il « appelle à voter pour les candidats présentés par le PCF ou par le Front

de gauche ». Et d'expliquer : « Ma position est sans doute symptomatique de ce monde actuel décrit par Edgar Morin : "Un monde contradictoire, complexe et incertain" ». Quel habillage pour ériger l'incohérence en vertu !

● **Harcèlement.** Denis Baupin vient d'avoir le bonheur d'apprendre le classement sans suite de l'enquête préliminaire qui le visait, depuis mai 2016, pour des faits présumés d'agressions et de harcèlements sexuels. Le procureur de la République de Paris a en effet indiqué que si les accusations d'Isabelle Attard, Annie Lahmer, Elen Debost et Sandrine Rousseau avaient pu être « corroborées par des témoignages », ils sont néanmoins prescrits. Le député écologiste prévoit maintenant de porter plainte en diffamation contre ses accusatrices. Le porte parole d'EELV, Julien Bayou, réagit ainsi : « Il devrait plutôt se faire tout petit, plutôt que de jeter en pâture ses accusatrices ». En effet, et ce n'est pas parce que la journée internationale des femmes est passée qu'on ne va pas continuer de parler de toutes les formes de sexisme et de violences envers les femmes !

● **Amen.** À l'heure où nous bouclons ce numéro, nous apprenons qu'un bureau du Conseil régional des Pays de la Loire était aménagé en salle de prière à l'époque où François Fillon en était le premier vice-président, entre 1998 et 2004. Selon *Le Canard Enchaîné*, à l'étage du cabinet de l'Exécutif, un bureau avait été « aménagé en chapelle », avec « un crucifix, un prie-Dieu et des images pieuses ». Précisons : ceci n'est pas une blague.

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

